

L'Europe, un pari

■ Dans quelques semaines, nous serons appelés à nous prononcer pour ou contre le projet de Constitution européenne. Les Espagnols ont déjà voté pour. Les Français semblent faire de ce vote une question franco-française. Les dirigeants allemands refusent le plébiscite et les Anglais ont remis la consultation à l'année prochaine.

De 6 États au départ en 1951 (CECA) et en 1957 (CEE et Euratom), l'Union européenne est passée successivement à 9, 12 et 15 membres, pour actuellement en compter 25. Diverses candidatures d'admission sont à l'étude en sorte que le chiffre de 25 n'est que provisoire.

Vue de Robert Schuman et Jean Monnet, les pères fondateurs de l'Europe, leur initiative est un franc succès qui, de loin, dépasse toutes les espérances.

Dans l'immédiate après-guerre, ils étaient partis de l'idée d'un marché unique pour le charbon et l'acier aux fins de rapprocher les ennemis d'antan pour en faire des partenaires dans l'avenir.

De là est née une union douanière et non une simple zone de libre échange, englobant l'ensemble des économies, à commencer par l'agriculture, longtemps la seule vraiment intégrée, et dont l'unité de compte commune, l'écu, allait servir par la suite de modèle à l'euro.

Le maître mot, la substance du traité, c'est la liberté: liberté de

circulation des marchandises et des services, liberté d'établissement, liberté de déplacement des travailleurs et des capitaux. On attendait tout de la liberté, comprise dans le sens d'absence d'entraves ou, pour le moins, de leur limitation au strict minimum.

Techniquement, cette construction fonctionne selon le principe d'abandon par les pays membres de portions de leur souveraineté nationale au profit d'institutions communautaires nouvellement créées, appelées à émettre des règles directement applicables sur le territoire des États membres, règles d'essence supérieure au droit national.

Ce faisant, l'Union a développé petit à petit une dynamique propre, créatrice d'un ordre juridique nouveau grâce aux droits concédés une fois pour toutes et *ad infinitum* par les États membres.

Le triomphe de la volonté

Bien évidemment, ce processus ne s'est pas fait du jour au lendemain, ni sans heurts majeurs. Mais, à l'occasion de toutes les crises, la volonté de sauver l'édifice commun a toujours triomphé des forces centrifuges. L'Union européenne est comme un cycliste. Du moment qu'elle n'avance plus, elle tombe par terre.

Plus le nombre des pays membres est petit, plus les décisions

sont faciles à prendre et plus les conflits sont gérables. Avec l'augmentation du nombre tout est remis en question dans les structures actuelles.

Un marché unique est une grandeur élastique qui, par hypothèse, ne connaît pas de limites per se. Au contraire, plus il s'étend, mieux cela vaut pour les échanges. L'extension permanente du marché commun était donc dans la logique des choses.

Le problème, c'est que pour libérer les échanges, il faut d'abord réglementer, se débarrasser de quantité de normes nationales, en sorte que le marché commun a créé et continue de créer beaucoup de règles nouvelles. Voilà un paradoxe parfaitement incontestable, d'autant plus difficile à contrôler que les pays membres sont nombreux.

Comme dit ci-dessus, l'Union a des pouvoirs qui sont sources de normes. Mais fait-elle encore autorité? L'autorité dans le chef d'une personne ou d'une institution, c'est cette acceptation, raisonnée ou spontanée, expresse ou tacite, ce consensus sur le rôle et les fonctions qu'assume cette personne ou cette institution.

Le pouvoir a besoin de la contrainte comme ultima ratio. L'autorité, c'est le rayonnement sans contrainte.

L'Union avait de l'autorité aussi longtemps que son existence était synonyme de paix et de liberté dans la sécurité.

Tout porte à croire qu'elle a perdu beaucoup de son attrait avec l'éloignement du risque de guerre en Europe occidentale et l'augmentation fulgurante des inégalités dues à la globalisation. En effet, une liberté sans entraves est une affaire de nantis et non d'appauvris.

Avec une désinvolture époustouflante, nous coupons nos racines, nous piétons ce magnifique équilibre de liberté et de sécurité qu'était la «Sozialdemokratie» pour nous jeter dans les bras d'un capitalisme pur et dur digne de la fin du dix-neuvième siècle.

Tous embarqués

L'espoir en l'Europe de la deuxième moitié du vingtième siècle a cédé la place au désespoir actuel dû, entre autres, au chômage qui ne cesse de prendre des proportions inacceptables. Nous avons affaibli partout l'État national, mais n'avons trouvé à ce jour de force convenable pour le remplacer.

L'électeur appelé à voter pour ou contre le projet de constitution européenne est devant un choix dramatique qui rappelle, toute proportion gardée, le pari de Pascal.

Nous sommes tous embarqués. Il faut choisir!

Ou refuser l'Europe parce que sans vision d'avenir autre que purement technique et économique, ou y adhérer, donner son

consentement à une institution qui ne séduit plus, qui crée autant de problèmes qu'elle est censée en résoudre et dont on ignore ce qu'elle va devenir.

Le refus de la constitution ne tuera pas l'Europe, mais seulement une certaine conception, une certaine forme d'Europe. Ce qui en revanche est certain, c'est que l'Europe, ou ce qu'il en reste, en sortira affaiblie, sans que pour autant les problèmes qui se posent ne soient résolus d'une quelconque manière.

Accepter le projet, c'est surtout faciliter les mécanismes décisionnels et donc donner une chance à une adaptation plus rapide aux nécessités qui interpellent le continent dans son ensemble. Accepter, c'est parier sur l'avenir.

Le pari de Pascal, c'est le choix raisonné en fonction du plus grand avantage comparé ou, si l'on veut, du plus petit inconvénient prévisible. Sur base de ce critère-là, je pense qu'il faudra entériner le projet qui nous est soumis.

■ Fernand Entringer, avocat

